

QUELQUES LIVRES DE JEAN-LOUP IZAMBERT



L'ENJEU

LES SOUVERAINISTES FACE À LA GRANDE FINANCE

En croisant chiffres publics, circuits de subventions et intérêts privés, cette enquête dévoile comment le haut patronat français capte plus de 250 milliards d'euros d'argent public par an pendant que l'hôpital, le logement et l'industrie du pays s'effondrent.

Et, pour la première fois, les dirigeants des principaux partis souverainistes (François Asselineau, Fadi Kassem et Florian Philippot) s'expriment sur leurs propositions parfois communes

348 pages – 2025 – 20 €



TOUS VACCINÉS, TOUS EN DANGER ?

VACCINS À ARNm ET CORRUPTION :

LES VÉRITÉS SUR LA CRISE SANITAIRE

Cette enquête démantèle les mythes entourant les vaccins à ARNm. L'auteur révèle aussi les dessous du scandale de l'Ivermectine, un médicament peu coûteux et efficace contre la Covid-19, qui a pourtant été mystérieusement éclipsé au profit de nouveaux vaccins hors de prix et potentiellement dangereux.

262 pages – 2023 – 20 €

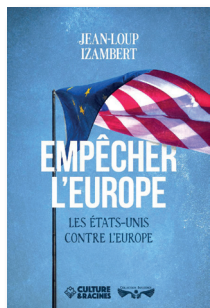


BILAN NOIR

L'UNION EUROPÉENNE CONTRE LA FRANCE

À la suite de *Les Destructeurs*, Jean-Loup Izambert livre avec *Bilan noir : L'Union européenne contre la France* une enquête rigoureuse menée sans concession sur 74 années d'Europe supranationale. Il passe au crible tous les principaux aspects de la politique de l'Union européenne et ses conséquences pour les Français.

276 pages – 2024 – 22 €



EMPÊCHER L'EUROPE

LES ÉTATS-UNIS CONTRE L'EUROPE

Dans cette nouvelle enquête le journaliste d'investigation Jean-Loup Izambert nous entraîne dans les coulisses de l'histoire dissimulée. Au fil de quatorze chapitres, riches en révélations surprenantes confortées de nombreuses preuves et documents inédits, les faits s'emboîtent comme les pièces d'un puzzle pour camper une image insoupçonnable de l'Union européenne. Loin, très loin, de celle que se façonne l'institution.

312 pages – 2024 – 22 €

Souverainistes : l'heure du choix

Entretien avec Jean-Loup Izambert



Enquêtant depuis trente années sur le milieu très fermé de la grande finance et ses rapports avec le pouvoir politique, le journaliste d'enquête Jean-Loup Izambert livre avec *L'Enjeu*¹ un nouvel ouvrage inédit. Il apporte des éléments de réflexion à des questions essentielles que se posent de plus en plus de français : comment sortir de la crise politique et économique ? Que proposent les souverainistes et vont-ils réussir à ouvrir une nouvelle perspective politique ?



Lectures Françaises : *Quels faits vous ont conduit à écrire L'Enjeu ?*

Jean-Loup Izambert : Quatre faits principaux : la situation de notre pays qui ne cesse de s'aggraver depuis des décennies et atteint aujourd'hui un point de rupture, la volonté du pouvoir politique de renforcer son autoritarisme tout en cherchant la guerre avec la Fédération de Russie et, dans le même temps, l'apparition de mouvements de révolte très motivés dans pratiquement toutes les catégories socio-professionnelles de la population. Ceux-ci se sont multipliés depuis une vingtaine d'années mais présentent aujourd'hui une caractéristique nouvelle. Dernier fait : le

développement du mouvement souverainiste auquel les médias appartenant à l'oligarchie évitent de donner la parole alors qu'ils sont les seuls à formuler des propositions pour sortir de la crise et de la guerre.

L. F. : *Quelle est cette caractéristique nouvelle par rapport aux mouvements qui se sont succédés dans cette période vicennale ?*

J.-L.I. : En allant à la rencontre de paysans de la *Coordination Rurale* ou de militants de la CGT et lors des conférences que je donne dans les régions avec des sympathisants et militants du mouvement les Patriotes, je discute avec des travailleurs et des retraités issus d'horizons politiques très différents, voire op-

1 – Les souverainistes face à la grande finance (Éditions Libres d'écrire, septembre 2025, 348 pages, 20 €).

posés. Tous expriment une volonté d'agir avec détermination pour changer les choses. Comme a pu le dire un syndicaliste CGT dont je rapporte les propos, « *ne comptons pas sur un tournant salubre provenant du sommet de nos organisations syndicales : le renouveau doit partir d'en-bas !* » Nous sommes loin du discours de certains dirigeants des Gilets jaunes qui, il y a quelques années, se déclaraient « apolitiques ». Beaucoup sont conscients qu'il n'y a rien à attendre du pouvoir politique actuel, qu'il n'y a plus d'opposition au parlement et que les élus ne tiennent pas leurs engagements. Mais surtout, ils désignent l'Union européenne, la zone euro, l'Otan, et pour certains le capitalisme, responsables de la situation. Cette prise de conscience est importante car elle continue de cheminer malgré les émissions à répétition de la presse subventionnée qui enferment la population dans un bipartisme médiatique gauche-droite incluant cette fois le Rassemblement national (RN). Cette bataille idéologique médiatique est d'autant plus importante pour le pouvoir de l'oligarchie que tous ces partis, du PCF au RN, perdent leurs militants et sympathisants. Selon le rapport d'activité 2023 de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP) les adhérents de ces partis ne comptent plus que pour une moyenne de... 10 % de leurs ressources !

Beaucoup sont conscients qu'il n'y a rien à attendre du pouvoir politique actuel, qu'il n'y plus d'opposition au parlement et que les élus ne tiennent pas leurs engagements.

L. F. : *Pourquoi cette recomposition du paysage médiatique avec les mêmes groupements politiques mais en y incorporant cette fois le RN avec la droite traditionnelle en la présentant comme une opposition ?*

J.-L.I. : L'union des droites est une farce électorale ! Ceux qui la composent, de LR au RN et ses affidés comme Reconquête, partagent avec l'union de la gauche la responsabilité de la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui notre pays. Tous ces partis ont en commun de ne pas s'attaquer aux causes de la crise et de la guerre : l'Europe supranationale, la zone euro, l'Otan et le capitalisme. Un pouvoir aussi minoritaire et détesté que celui de LREM n'a plus d'autre carte politique que le verrouillage total de la vie politique et une marche précipitée vers une guerre continentale pour diviser les Français entre eux et leur faire accepter sa politique d'austérité et antinationale. Comme je l'explique dans *L'Enjeu* l'évolution des groupements économiques et financiers de l'oligarchie entraîne celle des groupements politiques qui leur sont liés. C'est la raison pour laquelle, loin de leurs électeurs, des politiciens qui s'opposent dans les assemblées élues et les médias négocient entre eux dans les coulisses leurs votes à l'Assemblée nationale comme au Parlement européen. C'est ainsi, pour ne prendre que cet exemple, que le RN a refusé de voter la destitution d'Emmanuel Macron et que ses eurodéputés votent souvent au Parlement européen avec les groupes auxquels appartiennent LREM, LR et le PS. Tout comme en 2011 Jean-Luc Mélenchon vota avec ses amis ●●●

LR, du PS, et écolos le bombardement de la Libye par l'Otan. Ou que, le 16 février 2023, « lors d'une réunion à huis clos de la Conférence des présidents (CoP) – qui comprend les chefs de tous les groupes politiques et le président du Parlement – les dirigeants ont refusé la demande » des eurodéputés à la tête de la commission Covid-19 du Parlement européen qu'Ursula von der Leyen s'explique sur son rôle dans les négociations secrètes qu'elle a menées avec le PDG de Pfizer ²! Ou que le 16 octobre dernier, le PS a voté avec LREM et LR pour empêcher l'adoption de la motion de censure contre le gouvernement Lecornu. Au Parlement européen, les hauts fonctionnaires de la Commission européenne appellent cela des « majorités de grande coalition ». Il s'agit de majorités de consensus destinées à voter des textes contraires aux intérêts des peuples pour favoriser ceux de sociétés transnationales. En menant cette campagne médiatique droite-gauche et en écartant les souverainistes les médias de l'oligarchie évitent tout débat essentiel sur les responsables de la crise et de la guerre et surtout sur les moyens d'en sortir. Ils ne doivent pas donner aux Français l'espoir qu'une autre politique est possible et les maintenir dans la peur – peur du terrorisme, peur du virus, peur de la guerre – afin de les faire consentir à l'austérité et à la guerre.

En menant cette campagne médiatique droite-gauche et en écartant les souverainistes les médias de l'oligarchie évitent tout débat essentiel sur les responsables de la crise et de la guerre et surtout sur les moyens d'en sortir.

L. F. : *Comment avez-vous travaillé pour écrire cette enquête dans laquelle vous faites à la fois l'état des lieux de la grande finance et du mouvement souverainiste ?*

J.-L.I. : Alors que les Français lisent de moins en moins et que la part de lecture quotidienne baisse pour atteindre son niveau le plus bas depuis dix ans ³ il me fallait réaliser un ouvrage facilement accessible qui ne soit pas rebutant pour les lecteurs. Le livre est composé de trois parties : la première partie traite de la grande finance dans tous ses états, la seconde partie pose cinq questions sur l'Union européenne auxquelles je réponds et la troisième partie présente le mouvement souverainiste français. J'y fais une comparaison des propositions communes des trois principaux partis souverainistes et donne la parole à leurs dirigeants au travers de trois questions que je leur pose. Contrairement à mes ouvrages précédents il ne s'agit pas d'une longue enquête mais d'une succession de textes d'une à six pages qui traitent de la grande finance comme des souverai-

2 – « Les dirigeants du Parlement européen bloquent l'examen public de von der Leyen sur le contrat de Pfizer », par Carlo Martuscelli et Eddy Wax, *Politico* (www.politico.eu), 16 février 2023. Lire *Tous vaccinés, tous en danger ?* par Jean-Loup Izambert, IS Edition.

3 – Baromètre *Les Français et la lecture, Résultats 2025*, réalisé par Ipsos et préparé pour le Centre national du Livre par Etienne Mercier, Alice Tétaz et Alexandre Leray.

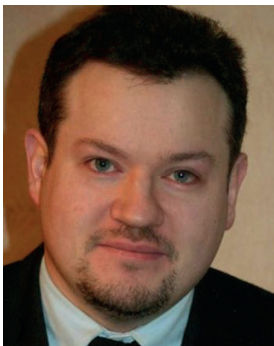
nistes. Pour comprendre l'importance de l'enjeu qui se déroule actuellement et les questions auxquelles doit répondre le mouvement souverainiste, il me fallait montrer dans un premier temps la puissance discrète et mortifère de la grande finance : caractéristiques des familles de l'oligarchie, comment elle recrute ses politiciens domestiques, influence les centres de pouvoir, contrôle les groupements politiques, fait préparer les plans d'appropriation de « nouveaux territoires économiques », truque les marchés, fait voter des lois pour favoriser ses intérêts privés, organise la fuite de milliards d'euros de bénéfices des entreprises, tente d'imposer un État « européen » supranational à la suite de l'Union européenne, etc. Cela pour mettre en évidence qu'il ne peut y avoir de demi-mesures face à un tel système de pillage de l'État et de poser la question : que proposent les partis souverainistes ?

L. F. : *Quelles sont les principales caractéristiques dominantes de l'oligarchie ?*

J.-L.I. : L'oligarchie économique et financière mondiale se caractérise par trois dominantes. Elle est apatride et foncièrement opposée à l'État-nation, organisée au plan international avec ses clubs, ses fondations, cercles qui forment un réseau durable de relations utiles pour défendre ses privilèges et se partager les marchés et n'a qu'un objectif : s'enrichir en exploitant les peuples quels que soient les moyens à employer, de la corruption à la guerre sous toutes ses formes. Comme le décrit lorsque je l'interroge, John Perkins, économiste étasunien qui fut un « assassin économique » au sein du groupe MAIN, « *ces gens-là n'ont pas à se regrouper pour comploter et faire des choses. Ils travaillent tous essentiellement avec un principe fondamental : maximiser les profits sans se soucier du coût social et environnemental.* »

L. F. : *Quel constat faites-vous sur le mouvement souverainiste français ?*

J.-L.I. : Le mouvement souverainiste français se caractérise par une multitude de partis et d'associations. Il est politiquement et culturellement très riche par le



Sébastien Nantz
(Capture d'écran X)

fait que ses organisations sont issues de courants de pensée très différents : gaullistes, communistes, nationalistes, sans partis engagés dans des associations menant des travaux de réflexion et actions d'information relatives aux questions de la souveraineté de la France. Parmi ces dernières nous trouvons le *Rassemblement du Peuple Français (RPF)* dirigé par Sébastien Nantz et ses mouvements gaullistes associés, la *Dynamique populaire constituante (DPC)*, plateforme de réflexion et d'action créée en août 2020 par un groupe de professeurs et d'anciens étudiants de l'*Institut d'études européennes (IEE)* de l'Université Paris 8 à Saint-Denis (93), *1P6R – Une perspective la 6^e République* – fondé par Luc Laforets, les *Clubs Penser la France* de Jean-Luc Pujo, le

Cercle de Réflexion Souveraineté Démocratie (CRSD) de Michèle Gillot, le *Cercle Aristote* de Pierre-Yves Rougeyron, *Solidarité & Progrès* de Jacques Cheminade, ●●●



Philippe Murer
(Capture d'écran YouTube)



Alexandre Juving-Brunet
(Capture d'écran X)

Oser la France de Julien Aubert, le *Front Populaire* de Michel Onfray, le *Mouvement Politique Citoyen* de Philippe Murer, le *Groupelement citoyen France libre* (GCFL), *Place d'armes* fondé par Jean-Pierre Fabre-Bernadac et Gérard Hardy, association citoyenne rassemblant anciens militaires et soutiens civils, etc. Les partis sont presque aussi nombreux et plusieurs d'entre eux ont moins d'une dizaine d'années : le *Parti de la démondialisation* (*Pardem*) créé en 2016 et dirigé par Michèle Dessenne, *République souveraine* créé en mars 2019 par Georges Kuzmanovic, *Notre nation* du Saint-Cyrien Hervé Moreau ou, parmi d'autres, le *Comité de salut du peuple* d'Alexandre Juving-Brunet, le *Parti Chrétien-Démocrate* de Jean-Frédéric Poisson né en décembre 2024 à la suite de *Via – la voie du peuple*, etc. Mais, trois partis dominent le mouvement souverainiste français : le *Pôle de renaissance communiste en France* (PRCF) né d'une scission au sein du PCF au début des années 2000 et fondé officiellement en janvier 2004, l'*Union Populaire Républicaine* (UPR) créé en mars 2007 et le mouvement des *Patriotes* qui a vu le jour en septembre 2017. La quasi-totalité de ces organisations militent pour que la France

retrouve son entière souveraineté et se démocratise en quittant l'Union européenne, la zone euro, l'Otan et, pour certains d'entre eux, le capitalisme. Ainsi que l'explique l'économiste Jacques Nikonoff dont je rapporte l'intervention, « si on ne sort pas du néolibéralisme on ne peut résoudre les problèmes qui se posent au pays. » Cette diversité fait du souverainisme français un mouvement porteur de nombreuses et diverses propositions pour régler les problèmes qui se posent au pays du fait de son enfermement dans la structure supranationale de l'Union européenne.

L. F. : Pour quelles raisons ne considérez-vous pas le RN, Debout la France et le PCF comme des partis souverainistes ?

J.-L.I. : La raison est simple : ces trois partis, tout comme « l'union des droites », sont partisans de l'Union européenne, de la zone euro et de l'Otan, sauf le PCF qui est pour la sortie de l'Otan. La lecture attentive de leurs programmes politiques permet de constater le décalage entre leurs propositions et les discours de leurs dirigeants. Par exemple, le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, ●●●



Hervé Moreau
(Capture d'écran YouTube)



Jean-Frédéric Poisson
(Capture d'écran YouTube)

propose un plan d'investissement de 500 milliards d'euros en cinq ans alors que ce sont les Grandes orientations des politiques économiques (Gopé) de la Commission européenne auxquelles doivent se plier les États membres qui fixent le cadre du plan budgétaire national ! De même les dirigeants du RN qui stigmatisent l'immigration font silence sur le fait que c'est l'Union européenne qui décide des quotas d'immigrés et sanctionne les pays qui refusent ses décisions. Ou que les programmes du même RN comme celui de DLF ne formulent aucune proposition pour nationaliser le secteur bancaire et financier et les sociétés transnationales du CAC40. Or, sans ces mesures essentielles la grande finance garde les mains libres pour détourner des milliards d'euros des bénéfices des entreprises par « l'Axe de l'évasion fiscale mondiale » qui se trouve au sein de l'Union européenne. Derrière un discours trompeur dans lequel les dirigeants du RN ne cessent d'évoquer la nation et la liberté, ceux-ci sont partisans de la soumission de la France à l'Europe des trusts et de la finance. Ces trois partis se présentent comme des « opposants » au pouvoir alors qu'ils en partagent les principales orientations politiques de supranationalité.

Le RN, Debout la France et le PCF se présentent comme des « opposants » au pouvoir alors qu'ils en partagent les principales orientations politiques de supranationalité.

L. F. : *Quelles considérations vous conduisent à ne traiter que des programmes des Patriotes, du PRCF et de l'UPR ?*

J.-L.I. : Ne pouvant traiter de tous les partis je me suis arrêté à ceux qui sont organisés nationalement, ont des programmes politiques relativement complets et qui sont présents aux côtés des travailleurs en lutte pour agir avec eux et les informer de leurs propositions.

L. F. : *Concernant ces trois partis quelles sont leurs principales propositions communes ?*

J.-L.I. : Je détaille dans *l'Enjeu* les propositions similaires de ces partis mais aussi leurs propositions communes par thèmes : Frexit, démocratisation de la vie politique, économique et sociale, paix, agriculture et pêche, etc. Mon travail sur les programmes de ces partis politiques me conduit à trois constats :

– Premièrement : Sur les questions essentielles comme celles de la sortie de l'Union européenne, de la zone euro et de l'Otan ces trois partis ont des propositions pratiquement identiques. De plus, ils ont de nombreuses propositions similaires sur les questions de la démocratisation de la vie politique, économique et sociale.

Par exemple le PRCF et les Patriotes sont tous deux d'accord pour supprimer le Sénat, et avec l'UPR, de réduire le nombre d'élus. Tous trois sont également d'accord pour supprimer les Conseils régionaux et revenir au triptyque Com- ●●●

mune-Département-Nation. Par contre, à ce jour, seul le PRCF propose de remplacer le mandat représentatif par le mandat impératif qui oblige l'élu à rendre compte de son activité devant ses électeurs avec la possibilité d'être révoqué en cas de manquement à ses engagements électoraux. Cette mesure permettrait pourtant d'en finir avec les accords politiques et de rétablir la confiance entre les citoyens et le politique.

– Deuxièmement : Les programmes de l'UPR et du PRCF sont les plus aboutis en matière de propositions pour réaliser et développer la souveraineté politique, économique et financière et leurs propositions se recoupent parfois avec celles des Patriotes. Certaines ne sont formulées que par un parti mais pourraient être reprises par les autres. Par exemple, « *pour éviter les nationalisations en trompe-l'œil des années 80* », le PRCF préconise de « *lutter contre la bureaucratie en donnant aux travailleurs des entreprises la possibilité d'être acteurs de la gestion.* » Cette disposition renforce les propositions du l'UPR et des Patriotes qui, chacun de manière très différente, proposent également la nationalisation d'entreprises des secteurs stratégiques.

« Pour éviter les nationalisations en trompe-l'œil des années 80 », le PRCF préconise de « lutter contre la bureaucratie en donnant aux travailleurs des entreprises la possibilité d'être acteurs de la gestion. »

– Troisièmement : Les programmes de ces trois partis souverainistes ouvrent un immense chantier de réflexion dont les Français peuvent s'emparer dès maintenant. Il suffit que les adhérents de chacun des partis se rencontrent dans les départements pour débattre de leurs programmes et agir ensemble, y compris avec d'autres partis et associations souverainistes, *sur la base de propositions communes* : s'opposer à la délocalisation d'une entreprise, empêcher la fermeture d'un centre de soins, soutenir les mouvements d'agriculteurs et de pêcheurs contre les plans de liquidation de l'Union européenne, etc.

L. F. : Vous donnez libre parole en fin d'ouvrage aux dirigeants de ces partis avec lesquels vous vous êtes entretenu. Que vous inspirent leurs réponses ?

J.-L.I. : Alors que notre pays connaît une crise profonde que je décris dans mon enquête publiée sous le titre *Bilan noir*⁴, ces partis sont porteurs de propositions qui permettraient de sortir de l'Union européenne, de la zone euro, de l'Otan et de mettre en œuvre une nouvelle politique souveraine abolissant la misère et la guerre. Une plateforme de réflexion et d'action où les dirigeants de ces partis débattraient de leurs propositions communes comme de leurs désaccords favoriserait le débat dans le pays autour de celles-ci. Nul doute que ce débat serait enrichi par la participation dans les régions de tous les partis et associations souve-

4 – Lire *Bilan noir*, par Jean-Loup Izambert, éd. Jean-Cyrille Godefroy, 2024.

rainistes, de nombre d'électeurs qui ne se reconnaissent plus dans la tambouille politicienne des partis de l'Union européenne. Le drame est que les dirigeants de ces partis souverainistes n'arrivent pas à se parler alors que notre pays continue d'être détruit de la responsabilité des dirigeants du RN qui se sont opposés à la destitution d'Emmanuel Macron. Quand « 87 % de la population vit dans un désert médical »⁵, que « 62 % de Français sont touchés ou menacés par la pauvreté »⁶, que plus de 15 millions de personnes sont en proie à la crise du logement⁷ et que l'Union européenne comptera 130 millions de pauvres en 2030⁸, voilà qui relève d'un enfantillage irresponsable. Aussi, les souverainistes sont à l'heure du choix. Car, perdurer aujourd'hui dans une position de recluse, prioriser leurs désaccords idéologiques et de personnes sur le dépassement du clivage gauche/droite pour réaliser le Frexit pourrait bien les disqualifier demain pour se revendiquer d'un quelconque souverainisme. A l'opposé, se mettre autour d'une table afin de dialoguer pour lever les obstacles, qui empêchent de mettre l'espoir en chantier, serait vraiment perçu dans le pays comme un signe d'espoir.

Propos recueillis par la rédaction

5 – Deuxième édition du Baromètre santé-social *Mutualité Française-Association des maires de France* (novembre 2023).

6 – 18e baromètre de la pauvreté et de la précarité réalisé par l'institut de sondages et d'études Ipsos pour le *Secours populaire français*, septembre 2024.

7 – Rapport annuel 2025 sur l'état du mal-logement en France de la Fondation pour le logement.

8 – ESPAS (European Strategy and Policy Analysis System), Rapport *Tendances mondiales à l'horizon 2030 : l'Union européenne peut-elle relever les défis à venir ?*, p. 65, Luxembourg, Office des publications de l'Union européenne, 2015. www.espas.secure.europarl.europa.eu.

PETITES ANNONCES

Tarif : 2,51 € la ligne. TVA : 20 % en sus, soit 3 € (+ 1,50 € pour domiciliation au journal).

Annonces commerciales : 3,50 € (TTC) la ligne. Annonces encadrées : 4 € (TTC) la ligne. Gratuit pour les questions d'intérêt général, sous réserve d'une possibilité de consultation des réponses par la rédaction.

Les textes à insérer doivent nous parvenir **avant le 15** du mois précédant celui de la parution du numéro.

Toutes les annonces sont payables d'avance, sans quoi elles ne seront pas publiées. La ligne : 45 signes environ, espaces et ponctuations compris. Écrire très lisiblement (en lettres majuscules), prévoir 8 signes pour le numéro si vous ne signalez pas votre adresse ou numéro de téléphone.

Pour tout courrier à transmettre à une annonce précédée d'un numéro de référence, envoyez les lettres sous double enveloppe, l'enveloppe intérieure, timbrée, portant au crayon le numéro de l'annonce et l'enveloppe extérieure étant adressée à **Lectures Françaises**, service des petites annonces, BP 70001, 86190 Chiré-en-Montreuil.

La rédaction se réserve le droit de refuser la publication d'un texte dont le contenu ne lui conviendrait pas.

Nous ne publions plus d'annonces matrimoniales.

La **Librairie du Berry** vous propose son catalogue d'ouvrages d'occasion (1000 titres nouveaux chaque mois) en sciences humaines et religieuses.

Théologie, spiritualité, hagiographie, histoire de l'Église, liturgie, Écritures Saintes...

Envoi gratuit sur simple demande au 02 48 80 61 82

Librairie du Berry – 22 route de Nérondes – 18140 GARIGNY